



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Est

Direction de l'Administration Générale et des Finances

Bureau de la Commande Publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Marché de fournitures courantes et de services

Consultation n° 2025SGAMI57005

***Location et entretien des tenues de travail, de lavettes industrielles et
fourniture de savon au profit des ateliers du SGAMI EST***

Marché passé selon la procédure d'Appel d'offres Ouvert

Consultation lancée en application des articles R.2124-2, R 2161-2 à R 2161-5 du Code la Commande Publique

SOMMAIRE (à remettre à jour après chaque modification)

1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 OBJET.....	4
1.2 LIEU D'EXÉCUTION.....	4
1.3 FORME ET PROCÉDURE DE PASSATION.....	4
1.4 ALLOTISSEMENT.....	4
1.5 VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES.....	5
1.6 INTERVENANTS.....	5
1.6.1 Maître d'ouvrage.....	5
1.7 DURÉE.....	5
1.8 DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	5
1.8.1 Délai initial.....	5
1.8.2 Prolongation du délai d'exécution.....	6
1.9 CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	6
1.10 RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	8
2 PIÈCES CONTRACTUELLES.....	8
3 DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES.....	10
4 OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	12
4.1 OBLIGATIONS GÉNÉRALES.....	12
4.2 TITULAIRE ETRANGER.....	13
4.3 CO-TRAITANCE.....	13
4.4 SOUS-TRAITANT.....	13
4.5 SOUS-TRAITANT DE SECOND RANG.....	14
4.6 COMPUTATION DES DÉLAIS.....	14
4.7 FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS.....	15
4.8 CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ.....	15
4.8.1 Obligation de confidentialité.....	15
4.8.2 Règles de bonne conduite et accès au site.....	16
4.8.3 Mesures de sécurité.....	17
4.9 OBLIGATION DE RÉSULTATS.....	17
4.10 CONNAISSANCE DU SITE.....	17
4.11 PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	18
4.12 RESPECT DU DISPOSITIF DE VIGILANCE.....	19
5 CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	19
5.1 ÉMISSION DES BONS DE COMMANDES.....	19
5.2 PRÉPARATION ET COORDINATION DES PRESTATIONS.....	20
5.2.1 Programme d'exécution des prestations.....	20
5.2.2 Dispositions particulières.....	22
5.3 INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER.....	22
5.3.1 Installation de chantier.....	22
5.4 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À L'ACHÈVEMENT DES PRESTATIONS.....	22
5.4.1 Gestion des déchets et nettoyage de site.....	22
5.4.2 Repliement des installations et remise en état.....	23
6 RÉGIME FINANCIER.....	23
6.1 FORME DES PRIX.....	23
6.2 RÉVISION DES PRIX.....	23

6.3 AVANCE.....	25
6.4 ACOMPTES.....	25
6.5 RETENUE DE GARANTIE.....	26
6.6 CESSIION OU NANTISSEMENT.....	27
7 ADMISSION DES PRESTATIONS.....	27
7.1 VÉRIFICATION ET DÉCISION D'ADMISSION DES PRESTATIONS.....	27
7.2 RESTITUTION DES EFFETS AU TERME DE L'ACCORD CADRE.....	27
7.3 GARANTIE.....	27
7.3.1 Garantie légale de conformité.....	27
8 MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	28
8.1 PRÉSENTATION DES FACTURES.....	28
8.2 DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT.....	30
8.3 PAIEMENT DES COTRAITANTS.....	30
8.4 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	30
9 PÉNALITÉS.....	31
10 ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ.....	32
11 RÉSILIATION.....	33
12 MÉDIATION.....	33
13 CERTIFICATION ACHATS RESPONSABLES.....	34
14 RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES.....	34
15 DÉROGATIONS.....	35

1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 OBJET

La consultation a pour objet la location et l'entretien des tenues de travail, de lavettes industrielles et la fourniture de savon au profit des ateliers du SGAMI EST.

Ce marché prendra la forme d'un accord cadre à bons de commande.

Les prestations de service et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles.

1.2 LIEU D'EXÉCUTION

L'accord-cadre s'exécutera pour l'ensemble des ateliers « Police Nationale » du SGAMI EST (Région Grand Est, et Région Bourgogne franche Comté).

Annexes 6 et 7 du CCTP du présent accord-cadre.

1.3 FORME ET PROCÉDURE DE PASSATION

Il s'agit d'un accord-cadre à bon de commande, passé selon la procédure formalisée de l'appel d'offre ouvert, conformément aux dispositions de l'article R.2124-1, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Les montants minimum et maximum pour la durée du marché (quatre **(4) ans**) sont les suivants :

Montant minimum : SANS

Montant maximum : Lot n° 1 : 210 000 € HT

: Lot n°2 : 70 000 € HT

Les bons de commandes seront notifiés au fur et à mesure des besoins par le pouvoir adjudicateur.

1.4 ALLOTISSEMENT

Le présent accord-cadre est alloti comme suit :

- **lot 1** : location et entretien (nettoyage, repassage et réparation) des tenues de travail des personnels techniques affectés au sein des ateliers du SGAMI Est et personnels 216 des CSAG ;
- **lot 2** : location et entretien (nettoyage) de lavettes industrielles et fourniture de savon au profit des ateliers du SGAMI Est ;

1.5 VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES

Le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les variantes.

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est demandée ni imposée par le pouvoir adjudicateur.

1.6 INTERVENANTS

1.6.1 Maître d'ouvrage

Préfecture de la Zone de Défense et de Sécurité Est

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur (SGAMI)

Espace Riberpray – Rue Belle Isle - BP 51064

57036 METZ CEDEX 01

1.7 DURÉE

Le marché est conclu pour une période initiale de douze (12) mois à compter de sa date de notification.

Le marché pourra être renouvelé 3 fois 1 année par tacite reconduction. Toutefois, en cas de non reconduction, le titulaire en sera informé avec un préavis de 4 mois.

La durée totale du marché ne pourra excéder 4 ans.

La non reconduction du marché ne donne lieu à aucun versement d'une indemnité de résiliation.

1.8 DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

1.8.1 Délai initial

L'exécution des prestations débute à la notification d'un bon de commande prescrivant le démarrage des prestations.

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations de fourniture courantes et de services ne saurait dépasser quarante-huit (48) mois (période ferme de douze (12) mois reconductible tacitement trois (3) fois).

Le délai d'exécution sur lequel s'engage le titulaire est précisé à l'acte d'engagement.

A titre indicatif, la date prévisionnelle du début des prestations est estimée pour l'ensemble des lots au 01/09/2025.

1.8.2 Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur uniquement par voie d'avenant, par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le titulaire doit signaler, par lettre recommandée, ou tout moyen permettant d'accuser réception certaine, adressée au maître d'œuvre avec copie au représentant du pouvoir adjudicateur ou une autre personne désignée à cet effet, les causes faisant obstacles à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose à cet effet d'un délai de dix (10) jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation de délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie par écrit au titulaire sa décision.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

Dans le cas où la cause qui met le titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de la personne publique, le représentant du pouvoir adjudicateur octroie par écrit un report de délai en précisant la durée de prolongation.

En tout état de cause, cette prolongation sera communiquée au titulaire avant l'expiration du délai contractuel.

1.9 CLAUSE DE RÉEXAMEN

Conformément aux articles L. 2194-1 et R. 2194-1 du Code de la commande publique, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix de l'accord-cadre.

Conformément à l'article R.2194-3 du Code de la commande publique, le montant de la modification pour cause de circonstance imprévue ne peut excéder 50 % du montant de l'accord-cadre initial.

Le présent accord-cadre peut être modifié pour tenir compte notamment :

- des évolutions technologiques et normatives susceptibles d'apparaître à tout moment en cours d'exécution de l'accord-cadre ;
- des évolutions réglementaires ;
- des évolutions dans la doctrine d'emploi opérationnelle ;
- des acquisitions au-delà des tranches de quantité des annexes financières (par exemple, cas d'une généralisation) ;
- des prix pratiqués sur le marché fournisseurs, à l'exclusion des révisions de prix prises en compte par les formules paramétriques définies à l'article 6.2 du présent document.

L'annexe financière annexée à l'acte d'engagement dresse la liste et le prix des effets, des prestations et des équipements fournis par le titulaire. Elle constitue le document de référence des effets, des prestations et des équipements au jour de la notification de l'accord cadre.

Lorsque le titulaire constate que son offre initiale est technologiquement, écologiquement ou financièrement dépassée, il peut proposer une substitution permettant à l'Administration de bénéficier d'effets, de prestations et d'équipements présentant un meilleur rapport performance globale/prix. Il doit s'efforcer de maintenir l'équilibre entre les performances et le prix des effets, des prestations et des équipements proposés initialement. En cas de changement de modèle dû à un retrait du catalogue ou à l'obsolescence du produit, le titulaire doit obligatoirement proposer des effets, des prestations et des équipements de substitution présentant des caractéristiques identiques ou supérieures à celles des effets, des prestations et des équipements à remplacer.

Le titulaire ne propose pas au titre de cet article d'effets, de prestations et d'équipements pour lesquels la fin de commercialisation est publiquement annoncée, programmée ou connue de lui.

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une demande de remplacement d'un effet, d'une prestation ou d'un équipement existant par le nouveau produit. Cette demande est accompagnée d'une documentation technique complète sur le nouvel effet, la nouvelle prestation ou le nouvel équipement proposé. Toute substitution ne peut intervenir qu'après accord du représentant du pouvoir adjudicateur.

Cette substitution n'est pas contestée par avenant, sauf si elle entraîne une évolution financière à la hausse.

En tout état de cause, ces nouveaux éléments ne peuvent ni modifier les caractéristiques principales de l'accord cadre, ni avoir pour conséquence de réduire le niveau de qualité de fourniture et de service sur lequel le titulaire s'est engagé, ni d'augmenter le prix des prestations pour un service équivalent.

Chaque nouvelle version de l'annexe financière annexée à l'acte d'engagement doit comporter un tableau de suivi des évolutions (date, version, nature des modifications) et permettre de repérer rapidement dans le nouveau document les changements par rapport à la version précédente (par exemple texte surligné en couleur).

Cette nouvelle version de l'annexe financière annexée à l'acte d'engagement ainsi établie est datée, numérotée puis communiquée par le titulaire à l'administration.

La dernière version émise se substitue à la précédente.

1.10 RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ***l'acte d'engagement (ATTRI1)*** et ses annexes financières :
 - ****BPU*** _Lot 1_location et entretien des tenues professionnelles (2 onglets)
 - ****BPU*** _Lot 2_lavettes industrielles et savon

- **le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**, et ses annexes :
 - ***annexe 4**: liste des échantillons de vêtements que le titulaire s'engage à fournir en amont de la conclusion de l'accord-cadre (**Lot n°1**) ;
 - ***annexe 8** : coordonnées des interlocuteurs dédiés au suivi de l'exécution de l'accord-cadre pour chaque site (**Lot n°1 et lot n°2**) ;
- **le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) pour l'ensemble des lots**, et ses annexes :
 - ***annexe 3** : nombre d'agents éligibles_tenues de travail (**Lot n°1**) ;
 - ***annexe 6** : Adresse de livraison et contacts administration (**Lot n°1**) ;
 - ***annexe 7** : Adresse de livraison et contacts administration (**Lot n°2**) ;
 - ***annexe 9** : logo du SGAMI EST (**Lot n°1**) ;
- **le cahier des clauses administratives générales** applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et les textes qui l'ont modifié. Ce document est consultable sur le site de Légifrance et est réputé connu du titulaire ;
- **l'offre technique du titulaire** comprenant :

pour le lot n°1 :

***le cadre de réponse technique (4 onglets) accompagné des fiches techniques des vêtements** proposés dans le cadre de l'accord-cadre et respectant les normes prévues au CCTP article 2.1.1 « type de vêtements- remarques importantes »

***les échantillons des vêtements prévus** à l'annexe 4 du présent CCAP : liste des échantillons de vêtements que le titulaire s'engage à fournir en amont de la conclusion de l'accord-cadre.

***l'annexe 8 au CCTP** relative aux coordonnées des interlocuteurs pour le suivi de l'accord-cadre à compléter pour le lot n°1.

pour le lot n°2 :

***Un mémoire technique (document libre)** accompagné **des fiches techniques** relatives aux **propriétés des lavettes et du savon**.

***les échantillons de lavettes industrielles et savon** que le titulaire s'engage à fournir gracieusement en amont de la conclusion de l'accord-cadre.

***l'annexe 8 au CCTP** relative aux coordonnées des interlocuteurs pour le suivi de l'accord-cadre à compléter pour le lot n°2.

Pour l'ensemble des lots :

- **le mémoire environnemental**, et son annexe :
***annexe 5** : fiche de prise en compte des critères environnementaux et sociaux - engagement du titulaire relatif à l'emploi de techniques de lavage respectueuses de l'environnement (**Lot n°1**) ;
- **les actes spéciaux de sous-traitance**, et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

En cas de contradiction entre une ou plusieurs clauses figurant dans un quelconque de ces documents, le document de rang supérieur prévaut.

Seuls les exemplaires originaux, conservés dans les archives de l'administration, font foi.

3 DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES

Conformément à l'article 16 du CCAG-FCS, le titulaire s'engage à respecter les exigences législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de gestion des déchets, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à respecter les dispositions contenues dans son « mémoire de réponse environnementale » remis au moment du dépôt de l'offre et à mettre tout en œuvre pour répondre aux objectifs qui y sont fixés.

En cas de non-respect des dispositions environnementales prévues au présent article ou des dispositions que le titulaire s'engage à respecter dans son mémoire environnemental, une pénalité lui sera appliquée conformément à l'article 9 du présent CCAP.

En effet, le prestataire fournira à l'administration un mémoire environnemental regroupant les actions qu'il mène dans le cadre de la protection de l'environnement.

Il s'agira d'un document libre dans lequel le prestataire indique ses actions quotidiennes : utilisation de papier recyclé, de cartouches d'encre recyclables, d'un véhicule électrique,...

Il précise également ses actions en lien direct avec l'objet de l'accord-cadre :

Concernant le lot n°1 – location et entretien des tenues de travail

- ***pour la fourniture des tenues destinées aux personnels des ateliers***, le prestataire indiquera s'il propose des vêtements en coton certifié agriculture biologique ou bio équitable. **Le titulaire aura pour obligation d'indiquer la provenance des produits textile/habillement et leur lieu de fabrication.**

Ces dispositions détaillant les pays de fabrication et les lieux d'entretien des vêtements doit être respectée tout au long de l'accord-cadre.

- ***pour le nettoyage et l'entretien des vêtements*** : le prestataire indiquera l'utilisation de produits normés ou labellisés et les mesures d'économie d'énergie qu'il met en œuvre.

Le prestataire de l'accord-cadre s'engage à effectuer l'entretien des vêtements en respectant les procédures de nettoyage préconisées par leur fabricant de façon à préserver la qualité des effets et à assurer leur propreté.

Il adaptera notamment ses techniques de lavage au degré de salissures constaté sur les vêtements (en cas de tenues des mécaniciens poids lourd par exemple).

En ce qui concerne spécifiquement ***le nettoyage des tenues des armuriers***, ces dernières doivent faire 'objet d'une décontamination afin d'éliminer toute trace de plomb

- ***pour la livraison et l'enlèvement des vêtements*** : le prestataire indiquera les mesures relatives au conditionnement, au stockage, ou à l'utilisation d'un véhicule électrique...

Concernant le lot n°2 – location et entretien de lavettes industrielles et fourniture de savon.

- le prestataire indiquera s'il propose ***des produits recyclés ou recyclables***

- ***pour le nettoyage et l'entretien des lavettes*** : le prestataire indiquera l'utilisation de produits normés ou labellisés, les modalités de nettoyage et les mesures d'économie d'énergie qu'il met en œuvre.

- le prestataire indiquera la ***gestion de fin de vie des produits proposés,***

- ***pour la livraison et l'enlèvement des lavettes et la livraison du savon*** : le prestataire indiquera les mesures relatives au conditionnement, au stockage, ou à l'utilisation d'un véhicule électrique...

- ***pour la fourniture du savon destiné aux personnels des ateliers*** : il devra assurer un nettoyage et dégraissage efficace des mains, même en cas de fortes salissures tout en adoptant une formule hypoallergénique n'agressant pas la peau. Le savon fourni

sera sous forme de gel. Il devra répondre à la norme NFT 73101 (sans solvant) ou équivalent.

De manière générale, le prestataire s'engage sur la mise en œuvre du recyclage et du traitement des déchets.

Le prestataire s'engage sur le choix d'équipements à faible consommation d'énergie ou de toutes mesures s'inscrivant dans une démarche de développement durable dans leur fonctionnement ou dans la réalisation des prestations

4 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

4.1 OBLIGATIONS GÉNÉRALES

Le titulaire désigne, dès la notification, une ou plusieurs personnes physiques ayant la qualité pour le représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur pour son exécution.

Ce représentant peut être remis en cause dans les conditions stipulées à l'article 3 du CCAG FCS.

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement au Bureau de la Commande Publique du SGAMI Est, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il se présente ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à sa nationalité ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- au montant de son capital social ;
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- au groupement auquel il participe, lorsque ce groupement intéresse l'exécution de l'accord-cadre ;
- à ses coordonnées bancaires.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai au RPA toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

En cas de difficulté sur le plan judiciaire durant l'accord-cadre, le titulaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, adresser au représentant du pouvoir adjudicateur dans les **quinze (15) jours** qui suivent la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au

jugement de faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, ainsi qu'une copie de tous les documents afférents aux autorisations de poursuite des activités du titulaire.

4.2 TITULAIRE ETRANGER

Outre les dispositions précisées au paragraphe précédent du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), le titulaire étranger doit accepter le paiement en euros.

Le prix libellé en euros restera inchangé en cas de variation de change.

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

4.3 CO-TRAITANCE

La composition du groupement et son mandataire sont présentées au stade de la remise des offres.

4.4 SOUS-TRAITANT

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son accord-cadre à condition d'avoir obtenu préalablement du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire adresse à la personne publique une déclaration de sous-traitance (imprimé DC4) précisant :

- Le numéro d'engagement juridique de l'accord-cadre (EJ);
- La nature des prestations sous-traitées (article F de la déclaration) ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé (article E de la déclaration) ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant (article G de la déclaration) ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix (article H) ;

La déclaration est remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire et accompagnée des pièces suivantes à fournir par le sous-traitant :

- les capacités professionnelles et/ou références, les effectifs annuels moyens, et le chiffre d'affaire du sous-traitant, sur les trois derniers exercices ;
- un extrait KBIS datant de moins de 3 mois ;
- la copie du pouvoir de la personne ayant la capacité à engager la société ;

- les attestations fiscales et sociales du sous-traitant ;
- les attestations d'assurance du sous-traitant ;
- le RIB du sous-traitant.

Il est toutefois précisé que la sous-traitance de la totalité des prestations est interdite.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 € TTC, le sous-traitant de 1^{er} rang a droit au paiement direct.

L'acceptation d'un sous-traitant ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement est possible en cours d'exécution selon les modalités définies aux articles R.2193-3 et R.2193-4 du Code de la commande publique (CCP) ainsi qu'à l'article 3.6.1 du CCAG-FCS.

En application de l'article R.2193-3 du CCP sous peine de suspension de son agrément, le titulaire doit joindre en sus, les informations complémentaires comprises dans la déclaration de sous-traitance (DC4).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire.

4.5 SOUS-TRAITANT DE SECOND RANG

Un sous-traitant de second rang doit être déclaré selon les dispositions précitées pour la déclaration d'un sous-traitant.

Le formulaire DC4 peut être utilisé pour la déclaration d'un sous-traitant de second rang, sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de 1^{er} rang. Ce formulaire doit être signé par le titulaire de l'accord-cadre, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang qui demande à être agréé.

De plus, l'ensemble des pièces ci-avant listées sont à transmettre avec, en sus, une caution personnelle et solidaire établie par le sous-traitant de 1^{er} rang auprès d'un organisme de crédit, au profit du sous-traitant de second rang garantissant ainsi son paiement, le montant cautionné étant identique au montant sous-traité à ce dernier (TTC).

4.6 COMPUTATION DES DÉLAIS

Sauf mention contraire, tout délai imparti au représentant du pouvoir adjudicateur ou au titulaire, commence à courir à 0h00, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit, le dernier jour du délai.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

4.7 FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS

Lorsque la notification d'une décision ou communication du représentant du pouvoir adjudicateur doit faire courir un délai, ce document est notifié au titulaire :

- soit à son adresse indiquée dans le contrat par courrier recommandé avec demande d'avis de réception ;
- soit directement à lui-même ou à son représentant qualifié. Dans ce cas, la notification est constatée par un reçu ou un émargement donné par l'intéressé ;
- soit par voie dématérialisée :
 - via la Plate-forme des Achats de l'État (PLACE) ;
 - via la messagerie électronique avec demande d'accusé de réception.

L'avis de réception, le reçu ou l'émargement donné par le destinataire font foi de la notification. La date de l'avis de réception ou du récépissé est retenue comme date de remise de la décision ou de la communication.

Lorsque la notification est effectuée par le profil d'acheteur, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à l'issue de ce délai.

Il est important que l'adresse électronique communiquée par le candidat (et qui lui sert à s'authentifier sur PLACE) reste valide sur toute la durée de l'accord-cadre et soit accessible à tout moment au sein de l'entreprise afin de pouvoir suivre les demandes de l'acheteur.

4.8 CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ

4.8.1 *Obligation de confidentialité*

L'accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder secrets ou confidentiels les informations et documents auxquels il aura accès lors de l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

De même, la personne publique s'engage à maintenir confidentielles ou secrètes les informations signalées comme telles, qu'elle aurait pu recevoir du titulaire à l'occasion du présent accord-cadre.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans les lieux qualifiés de zone sensible ou de zone protégée, le titulaire s'engage à :

- respecter les dispositions particulières que la personne publique lui a fait communiquer ;
- aviser immédiatement le chef d'établissement après constatation de tout acte de sabotage ou de malveillance caractérisé ainsi que de toute dégradation pouvant être causée lors de l'exécution du présent accord-cadre.

La violation de l'obligation de discrétion par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à aucune indemnité.

4.8.2 Règles de bonne conduite et accès au site

Le personnel du titulaire et de ses éventuels sous-traitants doit respecter les règles de bonne conduite, les directives et consignes relatives à la sécurité des personnes, des installations et des biens qui lui auront été communiqués par l'autorité responsable des lieux. Une procédure de vérification quotidienne de présence sera mise en place avec le maître d'ouvrage et les utilisateurs du site.

Dès réception de la notification de l'accord-cadre, l'entreprise adressera dans les meilleurs délais au maître d'ouvrage (minimum deux (2) semaines avant le début des prestations, la liste des employés amenés à accéder au site ainsi qu'une copie des pièces d'identité. Pour chaque personnel devra figurer nom, prénom, date et lieu de naissance. Tout changement sur cette liste devra être communiqué avec un préavis de quarante-huit (48) heures.

Les employés des entreprises devront porter de façon visible leur carte professionnelle afin de pouvoir être facilement identifiés.

Par dérogation à l'article 5.3 du CCAG-FCS, l'administration se réserve le droit d'interdire l'accès et de demander le remplacement immédiat des employés jugés par elle indésirables et cela sans être tenue d'en préciser le motif. Cette disposition s'applique également aux éventuels sous-traitants. Elle peut amener le titulaire à modifier ses équipes pour permettre l'intervention et ne peut entraîner aucun dédommagement.

Si pour une raison quelconque, un employé devait être remplacé par un autre (maladie, licenciement, etc.) ou s'il devait être fait recours à un intérimaire, le maître d'ouvrage et le responsable du site devront en être avisés dans les meilleurs délais. En aucun cas une personne non autorisée ne pourra pénétrer sur le site.

Des interdictions momentanées de circuler ou d'accéder au site pourront être prescrites, notamment lors de départs ou d'arrivées de personnalités ou à l'occasion d'alertes ou d'accidents. Le responsable du site pourra décider de surveiller, d'arrêter ou d'évacuer la zone objet d'une prestation en cours à l'occasion de visites officielles.

4.8.3 Mesures de sécurité

Le titulaire est soumis à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire est tenu de respecter les dispositions du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés (article L.5212-1 à 4) et de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 « pour la liberté de choisir son avenir professionnel ».

4.9 OBLIGATION DE RÉSULTATS

Le titulaire est soumis à une obligation de résultats.

En cas d'inexécution, de mauvaise exécution ou de retard dans l'exécution de ses obligations, le titulaire peut se voir appliquer les pénalités prévues ci-après.

4.10 CONNAISSANCE DU SITE

L'entrepreneur est réputé avoir avant la remise de son offre :

- pris pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation de la prestation, ainsi que des sites, des lieux et de tous éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution de l'accord-cadre ;

- apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et de leur importance ;
- eu éventuellement l'occasion de procéder à une visite détaillée des sites et des existants, et dans ce cas avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux, aux conditions d'accès aux sites et aux bâtiments, aux abords, ainsi qu'aux contraintes d'organisation, au fonctionnement des sites (moyens de communication et de transport, stockage des matériaux, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eau, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.) ainsi que des sujétions liées à l'exécution des prestations de domaines différents.

En aucun cas, il ne pourra prétendre à un supplément par suite de difficultés d'accès, d'organisation de livraison ou d'enlèvement ou toute autre contrainte due au site.

4.11 PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier :

- la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, abrogeant la directive 95/46/CE (« règlement général sur la protection des données » RGPD).

Pour toute question relative à la protection des données, les parties pourront prendre l'attache du :

- Délégué Ministériel à la Protection des Données (DMPD) – delegue-protection-donnees@interieur.gouv.fr
- et du Correspondant à la protection des données pour la Zone Est - M. Michel GILBERT – michel.gilbert@interieur.gouv.fr

L'ensemble des données transmises dans le cadre de cet accord-cadre seront utilisées uniquement dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer l'exécution du contrat.

4.12 RESPECT DU DISPOSITIF DE VIGILANCE

Le titulaire s'engage à réaliser la prestation avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 à L.1221-12 ; L.3243-1 à L.3243-2 ; L.3243-4 ; R.3243-1 à R.3243-5 du Code du travail.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Conformément aux articles L.8222-1, L.8222-2, L.8254-5 et L.8222-6 du Code du travail, le titulaire s'engage à transmettre au pouvoir adjudicateur, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'accord-cadre, les pièces nécessaires attestant de sa régularité fiscale, du respect de ses obligations en matière de travail dissimulé et de la couverture de ses activités par les assurances adaptées.

En cas d'inexactitude ou de défaut de mise à jour des renseignements nécessaires, le titulaire s'expose à l'application de pénalités prévues. L'accord-cadre peut également être résilié pour faute.

5 CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire doit exécuter toutes ses prestations en respectant les dispositions du CCTP.

5.1 ÉMISSION DES BONS DE COMMANDES

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commandes.

Le bon de commande précise les caractéristiques et les modalités d'exécution en complément des stipulations de l'accord-cadre.

Chaque bon de commande mentionne notamment :

- la date d'émission du bon de commande et son numéro (ce numéro correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire à la transmission de la facture)
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la désignation et la quantité des prestations commandées
- le prix correspondant hors taxes (H.T) et toutes taxes comprises (T.T.C)
- le montant total H.T et T.T.C du bon de commande

Le CSP Chorus du SGAMI Est notifie les bons de commande au titulaire, par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

En cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer un accusé de réception de la commande, par retour de mail.

Le courriel utilisé pour notifier le bon de commande sera envoyé aux interlocuteurs désignés par le titulaire ou sur la boîte mail générique indiquée par le titulaire.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est **sa date de notification**, sauf mention spécifique portée dans le bon de commande.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est adressé appellent des observations de sa part, il doit les notifier au service bénéficiaire dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler au service bénéficiaire une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au C.C.A.G de référence.

En cas de résiliation, le titulaire du marché est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations commandées.

5.2 PRÉPARATION ET COORDINATION DES PRESTATIONS

5.2.1 Programme d'exécution des prestations

Concernant le lot n°1: Location et entretien des tenues de travail des personnels techniques affectés au sein des ateliers du SGAMI Est et personnels 216 des CSAG ;

A la date d'effet de l'accord-cadre, chaque agent se verra attribuer ses jeux de vêtements (3 ou 4 tenues). Ces dispositions seront matérialisées dans le bon de commande émis par le bénéficiaire.

La livraison initiale sera effectuée à la caserne Serret sise, Caserne Serret – Bât 24 - 21 avenue de la Libération - 57 160 CHÂTEL SAINT-GERMAIN, au Département Capacitaire et Logistique (DCL) qui se chargera de distribuer les jeux de tenues à l'ensemble des ateliers cités en annexe 6.

Les livraisons et enlèvements suivants, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, ***seront ensuite effectués par rotation hebdomadaire, dans chaque atelier***, par le prestataire.

Toute évolution d'effectifs à servir (ajout, suppression, suspension) fera l'objet d'un bon de commande modificatif de la part de l'administration.

Un dispositif de comptage nominatif des tenues qui sont confiées hebdomadairement au titulaire pour nettoyage et/ou maintenance ou qui sont restituées par lui après nettoyage et/ou maintenance est mis en place par le titulaire.

En cas d'absence prolongée d'un agent (congé maladie, disponibilité, etc..) l'administration en informera le prestataire pour suspension temporaire de la prestation par l'émission d'un bon de commande modificatif.

Le nettoyage des vêtements de cet agent ne sera plus facturé, seuls les coûts de location continueront de courir.

En cas de départ définitif d'un agent, l'administration en informera le prestataire par l'émission d'un bon de commande modificatif et procédera à la restitution sans délai des effets d'habillement sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée par le prestataire hormis le paiement de la location du mois en cours.

Cette restitution entraînera la fin de la facturation de la prestation correspondante (nettoyage et location).

Ce bon de commande modificatif fera état de la nouvelle situation des effets mis à disposition résultant de cette évolution.

Concernant le lot n° 2 : Location et entretien de lavettes industrielles et fourniture de savon au profit des ateliers du SGAMI Est ;

- lavettes industrielles :

Le prestataire livrera des conteneurs contenant un nombre déterminé de lavettes : 800 lavettes. La livraison s'effectue suite à l'émission d'un bon de commande par le service logistique du SGAMI Est.

La fourniture des lavettes s'effectuera selon un système de rotation de conteneurs et selon un rythme de passage défini entre le titulaire et l'administration.

Les conteneurs contenant les lavettes à nettoyer seront enlevées par le prestataire (coût compris dans la location de la lavette) à la demande de l'administration par l'émission d'un bon de commande.

Le remplacement devra être réalisé dans les 72 heures à compter de l'émission de du bon de commande.

Un dispositif de comptage des conteneurs et des lavettes qui sont confiées au titulaire pour nettoyage ou qui sont restituées après nettoyage est mis en place par le titulaire.

- savon :

La livraison de bidons de 5 litres de savon s'effectue suite à l'émission d'un bon de commande par le service logistique du SGAMI Est.

Le savon livré doit être accompagné d'un bon de livraison établi dans les conditions prévues à l'article 21 du CCAG-FCS.

5.2.2 Dispositions particulières

Lot n°1 :

A minima, les tenues destinées aux soudeurs seront normées EN ISO EN 470 (ou équivalent) ou 11611:2015 (ou équivalent) afin de les protéger des dangers liés aux métaux en fusion et aux brefs contacts une flamme.

A minima, les tenues destinées aux armuriers travaillant en zone ATEX devront être normées EN1149 (ou équivalent) afin de dissiper les charges électrostatiques.

Lot n°2 :

Le savon nécessaire au nettoyage des mains devra répondre à la norme NFT 73101 (sans solvant) ou équivalent.

5.3 INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

5.3.1 Installation de chantier

Le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations sur site.

Les risques afférents au transport jusqu'aux lieux de livraisons, ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, de déchargement incombent, dans leur intégralité au titulaire.

5.4 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À L'ACHÈVEMENT DES PRESTATIONS

5.4.1 Gestion des déchets et nettoyage de site

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets

et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire reste « *producteur* » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

5.4.2 Repliement des installations et remise en état

Les délais d'exécution contractuels incluent les opérations de repliement des installations sur site, de remise en état et de nettoyage.

6 RÉGIME FINANCIER

6.1 FORME DES PRIX

L'accord-cadre est traité à prix unitaires.

Ces prix doivent être établis en euros hors taxes et ne doivent pas comporter plus de deux décimales. Les prix sont ceux indiqués dans les bordereaux des prix unitaires (BPU).

6.2 RÉVISION DES PRIX

La date d'établissement des prix correspond à la date limite de remise de l'offre, qui permet de définir le « mois zéro » (MO).

Les prix sont révisables à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées ci-après :

Lot n°1 :

Formule paramétrique type de révision des prix des marchés de location-entretien (source : Guide de la révision des prix des MP d'habillement, textile et cuir, groupe d'étude GEM-HT, octobre 2013) :

$$P1 = Po(0,05 + 0,40 S1/S0 + 0,20 M1/Mo + 0,175 F1/Fo + 0,175 EBIQ1/EBIQ0$$

Dans laquelle :

- P1 est le prix révisé,

- Po est le prix initial indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du « mois zéro »,
- 0,05 est le terme fixe qui neutralise une partie de la révision des prix, qui ne s'applique pas à la totalité des prestations,
- S correspond aux salaires, soit l'indice INSEE mensuel du coût horaires du travail révisé, salaires et charges dans l'industrie manufacturière - Identifiant 156185
- M correspond à(aux) indice(s) INSEE d'ajustement des prix de(s) article(s) confectionné(s), objet de l'accord-cadre - Identifiant 010764105- CPF 14.1 – Articles d'habillement, à l'exclusion des fourrures.
- F correspond aux frais et services divers d'énergie : indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français- MIG NRG – Energie, (B05, B06, C19, D35, E36 - Identifiant 010764361.
- EBIQ correspond aux frais et services divers de transport : indice de prix de production « Energie, biens intermédiaires et biens d'investissements » - MIG EBIQ – Energie, biens intermédiaires et biens d'investissements - Identifiant 010764358

Pour chaque indice S, M, F et EBIQ, au dénominateur figure la valeur de l'indice correspondant au mois zéro de remise des offres, et au numérateur figure la valeur de ces mêmes indices au mois de révision.

Lot n°2 :

$P = Po * \text{identifiant } 010764147 / \text{identifiant } 010764147o$ dans laquelle :

- P = Prix révisé
- Po = Prix d'origine
- identifiant 010764147 = indice de prix de production de l'industrie française pour l'accord-cadre français – CPF 20.41 – Savons, détergents et produits d'entretien Prix du marché – Base 2021
- identifiant 010764147o = indice de prix de production de l'industrie française pour le accord-cadre français – CPF 20.41 – Savons, détergents et produits d'entretien Prix du marché – Base 2021 – au mois Mo

Conformément à l'article R.2191-28 du CCP, lorsque la valeur finale des références n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, l'acheteur procède à un règlement provisoire sur la base des dernières références connues.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit-être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

Le coefficient de révision de prix sera arrondi au millième supérieur.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte, les acomptes étant mensuels.

6.3 AVANCE

Sous réserve que le titulaire n'y renonce pas expressément dans l'acte d'engagement, une avance égale à cinq (5) % du montant initial de l'accord-cadre ne faisant pas l'objet de sous-traitance lui sera accordée, quel que soit le montant de l'accord-cadre, sous réserve que la durée d'exécution des prestations soit supérieure ou égale à deux (2) mois (période de préparation incluse).

En l'absence de précision dans l'acte d'engagement, le pouvoir adjudicateur considérera que le titulaire accepte l'avance.

Un sous-traitant peut obtenir une avance sur la partie des prestations qu'il exécute dans les mêmes conditions.

Le taux de l'avance est porté à trente (30) % lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise selon l'article R.2191-7 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises de l'accord cadre.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation des prix.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions prévues à l'article R2191-11 du code de la Commande Publique.

6.4 ACOMPTES

Conformément à l'article L.2191-4 du Code de la commande publique, les marchés passés par les acheteurs mentionnés à l'article L.2191-1 donnent lieu à des versements à titre d'acomptes dans les conditions prévues par voie réglementaire, dès lors que les prestations ont commencé à être exécutées.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Les modalités de calcul et de paiement des acomptes dans le cadre d'un marché public de fournitures courantes et services sont prévues par l'article 11 du CCAG-FCS. Le paiement des acomptes est effectué sur la base du décompte mensuel, à partir duquel est établi un état d'acompte mensuel.

En cas de désaccord, le représentant de l'acheteur règle les sommes admises par le maître d'œuvre.

Dans le cas où le titulaire inclut dans sa demande d'acompte les sommes à verser au titre du paiement direct à son sous-traitant, il lui appartient de procéder au paiement du sous-traitant afin d'éteindre la créance née de la réalisation des prestations.

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de la TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

6.5 *RETENUE DE GARANTIE*

Une retenue de garantie est appliquée conformément aux dispositions des articles R.2191-32 à R.2191-35 du Code de la commande publique.

La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations et, le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

Le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à un (1) an à compter de la date de réception des travaux. La garantie prévue à l'article 33 du CCAG-FCS est applicable à l'ensemble des prestations exécutées dans le cadre du présent accord-cadre. Elle ne fait pas obstacle à la mise en jeu de la responsabilité contractuelle des titulaires à l'égard du maître de l'ouvrage.

Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5 % dans les conditions prévues à l'article R.2191-33 du Code de la commande publique. Pour les marchés publics conclus par l'État et une Petite et Moyenne Entreprise, ce taux est de 3 %.

La retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande dans les conditions fixées à l'article R 2191-36 et suivants du CCP. La substitution de la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée. La garantie de substitution est constituée pour le montant total de l'accord-cadre y compris les modifications en cours d'exécution.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés dans les conditions prévues à l'article R.2191-35 du Code de la commande publique.

6.6 CESSIION OU NANTISSEMENT

En cas de cession ou de nantissement des créances résultant des marchés, le représentant du pouvoir adjudicateur délivrera, sans frais, au titulaire les pièces nécessaires.

7 ADMISSION DES PRESTATIONS

7.1 VÉRIFICATION ET DÉCISION D'ADMISSION DES PRESTATIONS

Pour la fourniture de vêtements (Lot n°1) : l'administration procédera ponctuellement et par échantillonnage à des opérations de vérifications relatives à la qualité du tissu et à la qualité du nettoyage.

A cet effet et pour rappel, il conviendra de se conformer aux instructions mentionnées en toute fin de l'article 2 (paragraphe 2.1.1 du CCTP), relatif à la mise à disposition d'échantillons listés en annexe 4 du présent CCAP.

De manière plus générale, et concernant l'ensemble des lots et des prestations, l'administration procédera à des opérations de vérification de la conformité des prestations rendues tel que définies au CCTP.

Tout défaut constaté dans la prestation sera immédiatement signalé par courrier recommandé avec accusé de réception au prestataire qui opérera sans délai les mesures correctives nécessaires.

Après trois mises en demeure restées sans effet, l'administration se réserve le droit de dénoncer l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire

7.2 RESTITUTION DES EFFETS AU TERME DE L'ACCORD CADRE

Au terme de l'exécution de l'accord-cadre, l'administration restitue au prestataire les effets d'habillement ainsi que le dispositif de stockage (réceptacle et conteneurs) mis à disposition sans qu'aucune indemnité de quelque sorte ne puisse lui être réclamée hormis les effets manquants au regard du dernier bon de commande.

7.3 GARANTIE

7.3.1 Garantie légale de conformité

Conformément à l'article 33 du CCAG FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

- Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

- Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par les documents particuliers de l'accord-cadre ou, à défaut, par décision de l'acheteur après consultation du titulaire.

- Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur. Il peut en demander le règlement s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

- Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

8 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

8.1 PRÉSENTATION DES FACTURES

Conformément aux articles L.2192-1 à 7 du Code de la commande publique, les titulaires des marchés conclus avec l'État ont l'obligation de transmettre leurs factures sous format électronique.

La transmission des factures dans le cadre du présent accord-cadre doit être effectuée conformément aux dispositions de l'arrêté du 9 décembre 2016, déterminant les procédures de transmission des factures des fournisseurs de l'État sous forme dématérialisée. Le titulaire a deux possibilités :

- adresser ses factures au « concentrateur¹ » par EDI :
 - en les adressant directement au « concentrateur » de factures de la personne publique ;

1 Le concentrateur est le dispositif de traitement automatisé des données, géré par l'AIFE pour l'État

- en demandant à un opérateur de se raccorder au « concentrateur » et de transmettre les factures au « concentrateur ».
- utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet à l'URL :
https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm/?id=aife_index
- en déposant ses factures ;
- en saisissant en ligne ses factures par le portail.

Pour connaître les préalables techniques et réglementaires :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

chorus-demat@interieur.gouv.fr

Numéro de SIRET du SGAMI EST : **11000201100044**

Numéro de Service Exécutant (SE) : **MI5PLTF057**

➔ **Mentions obligatoires :**

Outre les mentions légales, la facture comprend obligatoirement les indications suivantes :

- le numéro d'Engagement Juridique Chorus (EJ composé de 10 caractères numériques) ;
- la date de l'accord-cadre ;
- le nom, la raison sociale et l'adresse du créancier du titulaire de l'accord-cadre ;
- la référence de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou du répertoire des métiers ;
- le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il figure sur l'acte d'engagement ;
- le montant hors taxes (HT) ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant toutes taxes comprises (TTC) en chiffres et en lettres ;
- le numéro et la date de la facture.

Si le titulaire se trouve dans l'incapacité de faire mention de l'un ou l'autre élément, il est prié de le préciser dans son dossier d'offre.

Toute facture incomplète ou incorrecte fera l'objet d'une notification au titulaire afin qu'il procède aux rectifications qui s'imposent. Le titulaire dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification de la demande pour la contester. Passé ce délai de trente (30) jours, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté les modifications demandées.

Le pouvoir adjudicateur ne procédera au paiement qu'après réception de la facture modifiée ou des avoirs correspondants.

8.2 DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT

Les sommes dues au(x) titulaire(s) sont réglées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures (date d'horodatage par le système d'information budgétaire et comptable de l'État).

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Le calcul des intérêts moratoires s'effectue sur la base du montant total TTC des prestations, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, révisions et pénalités.

8.3 PAIEMENT DES COTRAITANTS

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution des prestations dont il a la responsabilité.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf mention contraire prévue à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement doit signer la demande de paiement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent conformément à l'article 12 du CCAG-FCS.

8.4 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Le règlement des sous-traitants s'effectue selon les dispositions prévues aux articles R 2193-10 à R 2193-16 du Code de la commande publique.

Le titulaire dispose de quinze jours (15) à compter du dépôt de la facture sur le portail Chorus Pro par le sous-traitant pour accepter ou refuser la demande de paiement.

9 PÉNALITÉS

Les dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS s'appliquent.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles donne lieu à pénalité, applicable de plein droit, sans mise en demeure préalable, dès le premier constat, ou le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le constat de manquement aux obligations contractuelles se matérialise par tout écrit faisant foi (courrier, mail, fiche incident).

Les pénalités n'ont aucun caractère libératoire des obligations contractuelles du titulaire. Ce dernier reste donc redevable de l'ensemble des prestations dues au titre du présent accord-cadre, y compris celles ayant fait l'objet desdites pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est pas prévu d'exonération de pénalités. Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois le droit de renoncer à l'application de tout ou partie de ces pénalités s'il le juge opportun, au regard des explications fournies par le titulaire.

Les pénalités définies ci-après sont cumulables.

En cas de manquements constatés imputables au titulaire, les pénalités suivantes lui sont appliquées :

Pénalité	Montant (TVA non applicable)
Non-respect des consignes de sécurité exigées par le Code du Travail	200 € par constat
Non-fourniture des pièces demandées tous les 6 mois dans le cadre du dispositif de vigilance	100 € après deux relances
Non-respect des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé	10 % du montant TTC de l'accord-cadre Le montant de la pénalité ne peut excéder le montant des amendes prévues par le Code du travail.

Retard dans les délais d'exécution des prestations (non respect du jour de livraison prévu par OS, ...) du fait du titulaire	<p>Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable des pénalités de retard :</p> <p>modalité de calcul : Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, elles seront calculées selon la formule suivante :</p> $P = V \times R / 50$ <p>P = le montant de la pénalité</p> <p>V= la valeur HT des prestations sur laquelle est calculée la pénalité</p> <p>R = nombre de jours de retard</p>
Non respect des dispositions de l'article 3 « dispositions environnementales » du présent CCAP et(ou) des dispositions que le titulaire s'engage à respecter dans son mémoire environnemental.	100 € HT/Constat

10 ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, qu'il a souscrit des contrats d'assurances dont les garanties permettent de couvrir toute l'ampleur des prestations.

Pour ce faire, il produit une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie, les garanties souscrites et tout dommage corporel, sans limite.

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues.

Le titulaire est responsable de la conservation et de l'emploi de tout matériel, de tout équipement et local mis à sa disposition par la personne publique. Les matériels, équipements, locaux mis à la disposition du titulaire par la personne publique ne peuvent être utilisés qu'aux fins et dans les limites prévues.

Si un matériel ou un équipement mis à la disposition du titulaire par la personne publique est détruit ou endommagé, ou si un local mis à sa disposition est dégradé, le titulaire est tenu de le remplacer, de le remettre en état et d'en rembourser la valeur d'acquisition ou le montant des frais de reconstitution à neuf.

De même, le titulaire est responsable en totalité des dommages et accidents, de quelque nature que ce soit, à l'égard des biens et des personnes, causés par la conduite des opérations ou leur exécution.

11 RÉSILIATION

Les conditions de résiliation sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation par la personne publique, pour motif d'intérêt général, le titulaire perçoit à titre d'indemnisation une somme forfaitaire correspondant à 5 % du montant HT du ou des bon(s) de commande(s) en cours, diminué du montant hors taxes du ou des bon(s) de commande(s) dont les prestations ont été admises.

En cas de violation des obligations mentionnées au présent document, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à aucune indemnité. Il en est de même en cas d'inexactitude dans les documents et renseignements mentionnés aux articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4 et R.2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, la personne publique se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

En complément du chapitre 7 du CCAG FCS :

L'accord-cadre peut être résilié aux conditions suivantes :

- Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire.
- La violation de l'obligation de discrétion par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à aucune indemnité.
- Respect du dispositif de vigilance : En cas d'inexactitude ou de défaut de mise à jour des renseignements nécessaires, le titulaire s'expose à l'application de pénalités prévues. L'accord-cadre peut également être résilié pour faute.

12 MÉDIATION

Le présent accord-cadre est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir :

- le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'Intérieur, place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.
- au médiateur des entreprises : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises> ;
- au comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

13 CERTIFICATION ACHATS RESPONSABLES

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire , il est précisé que le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats responsables – lignes directrices délivré par la médiation des entreprises et Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables (RFAR) » et au label RFAR joint au présent DCE et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer de toute démarche entreprise en la matière, et *notamment la signature de « la charte RFR »*, puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

14 RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

En cas de litige, le Tribunal administratif de Strasbourg est seul compétent en la matière.

Tribunal Administratif de Strasbourg

31, avenue de la paix

BP 51038

67070 STRASBOURG CEDEX

greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Tél : 03 88 21 23 23

Tous les documents, mémoires, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

15 DÉROGATIONS

Les articles suivants dérogent au CCAG-FCS

<i>Article du CCAP</i>	<i>Article du CCAG</i>
<i>Article 2</i>	<i>Article 4.1</i>
<i>Article 4.8.2</i>	<i>Article 5.3</i>
<i>Article 9</i>	<i>Articles 14.1 – 14.1.1 -14.1.3</i>